

ELECTION LEGISLATIVE DU 23 NOVEMBRE 1958

Marcel PEYTIER, candidat présenté par

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices, Electeurs,

Dimanche 23 novembre, vous êtes appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Vous comprendrez l'importance que revêt votre choix dans une situation qui provoque votre mécontentement et votre inquiétude. **Mécontentement** parce que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, malgré toutes les promesses de baisse qui ne valent pas plus aujourd'hui qu'hier, parce que la crise du logement s'aggrave tandis que pèse la menace d'une hausse considérable des loyers. M. Sudreau, ministre actuel de la Reconstruction et du Logement, n'a-t-il pas en effet fait connaître sa volonté de doubler le prix des loyers dans les logements H. L. M. construits avant 1939 ? De porter sous couvert de « rentabilité » le prix des logements dans les immeubles neufs de 18.000 à 25.000 francs, bouchant ainsi toute perspective de logements décentes aux travailleurs ? **Inquiétude**, parce que se développent les premiers signes d'une crise économique qui s'est manifestée déjà par les licenciements et les réductions d'horaires entraînant une baisse de salaires pour de nombreux travailleurs, et par la poursuite de la guerre d'Algérie où la fleur de notre jeunesse est exposée à la mort, tandis que des centaines de milliards sont engloutis, qui manquent terriblement pour les besoins civils.

Cette situation est le fruit amer de la politique réactionnaire menée depuis onze ans par les partis qui se sont succédé au gouvernement après en avoir exclu les communistes en 1947.

Le 2 janvier 1956, le peuple avait voté à gauche, pour que ça change. Vos grandes espérances ont été déçues. Guy Mollet et les dirigeants socialistes, refusant l'union des Forces de Gauche, ont permis à la droite, de diriger, en fait, les affaires de la France.

C'est l'anticommunisme qui a servi de prétexte à cette politique de division des forces républicaines. L'anticommunisme a toujours servi de paravent pour préparer et faire les mauvais coups contre le peuple et la Nation.

Le Parti Communiste peut se présenter devant vous la tête haute. Il est le seul qui ne porte aucune responsabilité dans la situation désastreuse dont souffrent les travailleurs. Toujours fidèle aux engagements pris devant le corps électoral, il n'a, au contraire, cessé de lutter pour de véritables changements dans le sens des intérêts du peuple laborieux et du pays. C'est parce qu'ils veulent continuer et aggraver la néfaste politique menée ces dernières années que les Partis responsables : R. P. F. (aujourd'hui U. N. R.), Indépendants, M. R. P., Radicaux, Socialistes, qui sont d'ailleurs tous représentés dans le gouvernement de Gaulle avec Soustelle, Guy Mollet, Pflimlin, Ramonet, voudraient éliminer les députés communistes, les meilleurs défenseurs du peuple.

Telle est la raison du retour au scrutin d'arrondissement, condamné avant-guerre par tous les républicains, stigmatisé par Jaurès comme : « ...étant un acte de défiance envers le suffrage universel... »

Le découpage des circonscriptions dans le Rhône, ainsi que le

reconnaissait un journal bourgeois, est « défavorable aux communistes ; des cantons dont le corps électoral est traditionnellement conservateur ayant été joints à d'autres cantons à fort électoral communiste ».

Dans notre circonscription, l'U. N. R. (ex-R. P. F.) qui veut se donner des allures de gauche, appelle à voter pour le réactionnaire et cléricale Collomb, du Parti de Duchet et de Pinay, qui ne manquera pas, comme il en a l'habitude, de se livrer à l'anticommunisme le plus vulgaire et le plus éculé.

Mais les travailleurs, les républicains, ne se laisseront pas abuser. Ils savent qu'au cours du dernier quart de siècle, c'est seulement lorsque les communistes étaient dans la majorité ou au gouvernement, comme en 1936 et en 1945, qu'ils obtinrent les plus grandes conquêtes sociales : 40 heures, congés payés, conventions collectives, nationalisations, Sécurité Sociale et prestations familiales, retraite des vieux, statut de la Fonction publique, etc.

Et même depuis le 2 janvier 1956, c'est grâce aux 150 voix des communistes et progressistes que furent votés les trois semaines de congés payés, la réduction des abattements de zone, le Fonds National de Solidarité pour les vieux. C'est d'ailleurs ce qui attire au Parti Communiste la haine du grand patronat et de ses Partis, les calomnies, les mensonges de la grande presse et de la radio à leur service.

A l'Assemblée Nationale, au Conseil Général du Rhône, dans les municipalités, au Conseil municipal de Lyon où Marcel Peytier défend les revendications de ses mandants, les communistes ont fait la preuve de leurs qualités d'administrateurs et de leur dévouement inébranlable envers les masses laborieuses.

Pour toutes ces raisons, dimanche 23 novembre, vous ferez confiance à Marcel PEYTIER, candidat du Parti Communiste Français, qui représente le changement que vous attendez et l'avenir.

Le peuple, la France ont besoin à l'Assemblée d'une forte opposition communiste pour arrêter les prétentions de plus en plus arrogantes des banquiers et grands industriels. Les députés communistes auront d'autant plus de force et d'efficacité qu'ils pourront se réclamer de millions d'électeurs et s'appuyer sur l'action unie des travailleurs. Les communistes considèrent que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes est le socialisme.

Cependant ils pensent qu'il est possible dès maintenant de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation par l'application du programme de justice sociale et de salut national suivant :

1) RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES, par l'augmentation des salaires et traitements et re-

traites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2) **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établissement avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux -- y compris la Guinée -- de rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3) **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX**, fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4) **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES et REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le plus grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

-- de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique

et à la recherche scientifique, à la culture, les moyens nécessaires à la grandeur française ;

-- de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5) **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux futurs et jeunes ménages.

6) **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :**

-- par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, liberté d'opinion, liberté syndicale, liberté de la presse et de réunion ;

-- par le contrôle du peuple sur les élus ;

-- par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Pour que ça change..!

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre Peuple et aux intérêts de la Nation pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un Groupe Communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix :

Pour la victoire de la République !

Pour l'avenir de la France !

Votez et faites voter pour le candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS :

MARCEL PEYTIER



Employé du bâtiment,
Ancien Combattant,
Ancien membre
du Comité départemental
de Libération,
Conseiller municipal
de Lyon.

Remplaçant éventuel :

Émile COCHARD

Métallurgiste,
Ancien déporté politique,
Chevalier de la Légion d'honneur.

Vu : Le Candidat.

P. S. — Tout bulletin de vote portant une rature du candidat ou de son remplaçant ou tout autre modification serait annulé. Il est donc indispensable de n'y rien modifier.

Imp. Martel - GIVORS